



HAL
open science

L'innovation au service de l'adaptation aux migrations et de leur prévention

M. Stuver, B. De Rooij, P. Bergeret

► **To cite this version:**

M. Stuver, B. De Rooij, P. Bergeret. L'innovation au service de l'adaptation aux migrations et de leur prévention. Plaza P. (ed.), Melonio T. (ed.). *Mediterra 2018: Migrations et développement rural inclusif en Méditerranée*, Presses de Sciences Po, pp.219-239, 2019, *Mediterra*. hal-02137631

HAL Id: hal-02137631

<https://hal.science/hal-02137631>

Submitted on 27 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'INNOVATION AU SERVICE DE L'ADAPTATION AUX MIGRATIONS ET DE LEUR PRÉVENTION

Pascal Bergeret, *CHIEAM-Montpellier*

Marian Stuiver, *Université et Centre de recherche de Wageningen*

Bertram de Rooij, *Université et Centre de recherche de Wageningen*

Parmi les 257 millions de migrants que comptait notre planète en 2017, on estime que 66 millions de personnes étaient victimes de déplacements forcés¹. Leur nombre, en augmentation constante depuis une décennie, se compose principalement de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (40,3 millions en 2016). Le deuxième groupe par la taille (22,5 millions) est celui des réfugiés contraints de quitter leur pays (HCR, 2017). Souvent oubliées, les personnes apatrides méritent que l'on s'y intéresse. Les causes des migrations de détresse sont nombreuses : au-delà des guerres et des conflits armés, les effets délétères du réchauffement climatique, les dégradations environnementales et les catastrophes naturelles font peser un risque majeur sur les moyens d'existence. Relevons à ce stade que 84 % des migrants sont accueillis au sein de pays en développement (HCR, 2017).

Encadré 1 : Crise syrienne : migrations et réfugiés

Les Syriens représentent la plus grande population de personnes déplacées de force, dont le nombre a atteint près de 12 millions en 2016. La Turquie, la Jordanie et le Liban sont les principales destinations pour ces réfugiés.

En 2017, 1 million de réfugiés syriens étaient officiellement enregistrés au Liban. Leur nombre total était officiellement estimé à 1,5 million. En comparaison, la population libanaise est estimée à 4,3 millions de personnes (HCR, 2017). Même si l'immigration de Syriens vers le Liban est un phénomène ancien, notamment dans les régions septentrionales de la Bekaa et du Akkar, l'afflux récent de réfugiés syriens a eu des effets déstabilisateurs : la pression sur les ressources locales comme l'eau, sur l'éducation et sur les systèmes de santé est forte, alors même que l'abondance d'une main-d'œuvre bon marché, en particulier dans les métiers peu qualifiés, provoque une baisse des salaires. La Banque mondiale estime que la crise des réfugiés syriens a d'ores et déjà coûté 7,5 milliards de dollars à l'État libanais. En Turquie, près

1 - Nous remercions Hedzer Roodenburg Vermaat de GreenfieldCities en Jordanie pour son travail sur le thème des camps de réfugiés durables.

de 90 % des populations réfugiées se situent dans des villes et des zones urbaines et, parmi elles, 80 % vivent en dessous du seuil de pauvreté (HCR, 2018a). Il est difficile de prévoir à ce stade quand, comment ou même si les réfugiés syriens pourront regagner leur pays, tant que le régime de Damas maintiendra sa position actuelle, qui leur interdit tout espoir de retour.

L'immigration souffre souvent d'une image négative. Les migrations sont en effet à l'origine de plusieurs difficultés, dans les pays d'accueil autant que dans ceux d'origine. Les images de surpeuplement et de mauvaises conditions de vie, et parfois de traitements inhumains infligés aux personnes déplacées, ont trop souvent dominé les récits médiatiques au cours de la dernière décennie. L'Europe a intensifié ses stratégies de renvoi, provoquant des schémas de migration irrégulière et une constante évolution des routes migratoires, ainsi que des conditions humanitaires défavorables au cours de voyages plus risqués (HCR, 2018b).

Le besoin de repenser les politiques, les programmes, la planification spatiale et sociale concerne tous les systèmes de gouvernance, de l'échelle locale à l'échelle internationale. L'appel de l'ONU à faciliter une immigration régulière, ordonnée et sans danger pour les personnes vise ainsi à assurer des effets positifs pour les migrants comme pour les États et dans les communautés d'origine autant que dans celles d'accueil (ONU, 2017). Pour atteindre cet objectif, l'adoption de stratégies exhaustives et inclusives est fondamentale. Le principal défi que pose aux gouvernements l'établissement de telles stratégies est de parvenir à une compréhension aussi parfaite que possible des différentes formes de mobilité, de la complexité des interrelations et de la dispersion spatiale. Ces stratégies exhaustives devront reposer sur des innovations sociales et techniques ainsi que sur de nouveaux modes de gouvernance à même de répondre aux défis et aux spécificités du contexte local.

Les théories de l'innovation peuvent dès à présent contribuer à améliorer les pratiques migratoires, dans les phases de prévention et d'adaptation. Compte tenu des institutions existantes et des diverses sensibilités qui s'expriment au sein du débat sur les migrations, le recours à l'innovation pour faciliter le changement représente un défi central. Nous soutenons que les autorités locales, nationales et internationales doivent, lorsqu'elles décident de repenser leurs politiques, commencer par prendre en compte les réalités, les forces et les pratiques des populations, mais aussi les possibilités d'innovation sociale. Ce concept peut être défini comme les « changements d'attitudes, de comportements ou de perceptions d'un groupe de personnes liées par un réseau d'intérêts communs, qui, en lien avec les expériences de ce groupe, conduisent à l'apparition de nouvelles et meilleures méthodes collaboratives au sein de ce groupe et au-delà » (Neumeier, 2016).

En tant que processus, l'innovation sociale repose entièrement sur les actions au niveau individuel, lorsque des outils peuvent susciter le changement au moyen d'interactions et d'activités en réseau (Neumeier, 2016). L'innovation sociale aide à la mise en place de nouvelles structures institutionnelles, par exemple, des structures

en réseau à même de répondre aux besoins spécifiques de changement, nécessaires à la réalisation des effets sociétaux recherchés.

On ne saurait cependant s'arrêter à la dimension sociale de l'innovation. Selon Susan Baker et Abid Mehmood (2015), l'innovation sociale est étroitement liée à son environnement. Les cadres institutionnels seront impactés en termes d'échelle, de portée et de résonance, mais également les conditions économique, technique et écologique de l'environnement. L'innovation sociale induit donc intrinsèquement des changements sociotechniques. Les auteurs affirment que le bien-être à long terme dépend des spécificités du contexte local, celui-ci étant constitué d'environnements construits et naturels.

Nous pensons que l'une des causes premières de la crise migratoire actuelle et la majeure partie des solutions à celle-ci sont à rechercher dans les liens d'interdépendance qui existent entre les conditions socio-économiques, les infrastructures techniques et l'environnement écologique des localités concernées. Une approche innovante en matière de politique migratoire doit reposer sur l'ensemble de ces aspects.

Prévention des migrations de détresse

Causes des migrations

Bien que les migrations causées par des difficultés économiques extrêmes tiennent d'abord au contexte local dont sont issus les migrants, il ne fait aucun doute que les politiques nationales jouent également un rôle important. Les ingrédients nécessaires à l'établissement d'un environnement politique national sain sont bien connus : promotion des investissements et d'une croissance orientés vers le développement d'opportunités économiques, des emplois décents qui vont souvent de pair avec le développement du secteur formel ; promotion de l'égalité des sexes et de l'émancipation des femmes ; promotion de l'éducation de masse en lien avec les besoins de l'économie ; mise en place de protections sociales équitables et efficaces qui préservent la dignité des bénéficiaires tout en encourageant leur réintégration au sein des milieux économiques et sociaux ; investissement dans les infrastructures afin de renforcer les liens entre les régions et leurs populations, de faciliter les flux économiques et d'améliorer les conditions de vie sur l'ensemble du territoire national en libérant le potentiel économique des régions les plus reculées ; mise en œuvre de mesures vigoureuses de protection de l'environnement et des ressources naturelles qui représentent la base de subsistance des populations les plus démunies, en particulier dans les zones rurales.

Aussi connus soient-ils, ces prérequis pour un contexte politique national sain sont rarement mis en œuvre sous des formes suffisamment efficaces pour donner un espoir aux populations marginalisées, sans emploi ou sous-employées, aux jeunes en âge d'entrer sur le marché du travail, dont le flux est constant, et aux femmes piégées dans des situations de discrimination et d'injustice, ce qui réduit immanquablement la capacité des environnements économiques et sociaux. En Afrique subsaharienne, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans a atteint 14 % en 2017, et culminait la

même année à 28 % en Afrique du Nord et au Moyen-Orient (OIT, 2017). Ces chiffres n'incluent pas les jeunes occupant des emplois précaires ou à temps partiel dans le secteur informel, une situation qui concerne au moins 70 % de la force de travail. En Afrique, le problème est exacerbé par le doublement prévu d'ici à 2045 du nombre de jeunes, qui devrait atteindre les 400 millions. En 2017, le taux de chômage des femmes était estimé à 8 % en Afrique subsaharienne et à 18 % en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, alors que la moyenne mondiale est de 6 % (OIT, 2017). Ces chiffres ne reflètent pas le biais qualitatif défavorable à l'emploi des femmes, pour lesquelles les travaux mal rémunérés et de faible qualité sont la norme.

Le sentiment d'absence d'opportunité économique propre à maintenir ou à améliorer la subsistance des populations se traduit par une perte d'espoir en un avenir meilleur qui touche particulièrement les jeunes générations dans les pays où les emplois décents sont rares et la demande massive. Il est largement reconnu qu'un taux de chômage des jeunes élevé, surtout pour les diplômés de l'éducation supérieure, est une cause majeure de migration. Avoir un emploi décent est essentiel pour préserver la dignité et l'estime de soi. C'est un fait qu'au même titre que le pain et la liberté, la demande de dignité (*karama* en arabe) figurait régulièrement au centre des aspirations, en particulier chez les jeunes, dans les divers mouvements sociaux qui ont récemment agité les pays de la rive sud de la Méditerranée.

Encadré 2 : Les moteurs de la migration selon l'ONU

« Les opportunités économiques, la démographie et la pauvreté, ou l'insécurité alimentaire, sont les principaux moteurs qui influencent le processus de décision des migrants et interagissent dans une mesure variable, selon le contexte particulier, pour pousser à l'émigration. La recherche de moyens d'existence et d'opportunités économiques, par choix ou par nécessité, est pour beaucoup un facteur décisif dans la décision d'émigrer. Toutefois, au regard des coûts associés, les "pauvres parmi les pauvres", en particulier les moins qualifiés d'entre eux, sont souvent dans l'incapacité de migrer, que ce soit à l'intérieur ou au-delà des frontières de leur pays, et sont peut-être moins en situation que d'autres migrants d'accéder aux filières d'immigration légale » (ONU, 2017).

Il est également important d'étudier les effets possibles des changements environnementaux, en particulier la dégradation des sols, l'évolution progressive du climat et les épisodes météorologiques violents, sur ces facteurs d'influence. Par exemple, le changement climatique se traduit par un changement des régimes de précipitations conduisant à des pénuries d'eau en certains endroits et à des inondations dans d'autres. De longues périodes de sécheresse donnent lieu, à court terme, à des pénuries alimentaires et, à moyen terme, à un appauvrissement des petits propriétaires terriens et de leur famille. Les communautés les plus vulnérables sont dans ce cas fortement incitées à l'émigration en masse, particulièrement lorsqu'elles sont déjà confrontées à des situations de conflits armés, à l'insécurité humaine ou à la misère. Si l'attention portée aux conditions environnementales et aux perspectives de subsistance est assez répandue s'agissant des régions d'origine, celles-ci passent souvent au second plan dans les initiatives concernant les sites de transit ou de destination (ONU, 2017 ; Rooij *et al.*,

2016), alors qu'elles devraient occuper une place importante dans les réponses aux enjeux présents et futurs auxquels ces derniers sont confrontés.

Le défi est donc de formuler des solutions innovantes permettant de répondre aux attentes des populations face à la migration de masse et de garantir à chacun des moyens d'existence. Cela ne sera possible que si les parties prenantes unissent leurs forces. Les communautés à travers le monde doivent se mobiliser en faveur d'un meilleur accès à l'eau, à l'énergie et à l'alimentation afin de se garantir des moyens d'existence. Les gouvernements comme les autorités locales doivent œuvrer en étroite collaboration avec les ONG, les communautés et le secteur privé pour mettre en place des solutions.

Une approche intégrée pour traiter les causes profondes des migrations

Une approche intégrée est nécessaire pour développer et mettre en place des solutions permettant d'améliorer la sécurité des moyens d'existence. Parmi les changements récents dans la gouvernance des États d'Afrique et du sud de la Méditerranée, on constate qu'une dynamique de décentralisation est désormais à l'œuvre. En rapprochant les décideurs des populations et en facilitant la participation des administrés dans les processus de décision, la décentralisation apparaît comme un outil précieux pour répondre au besoin de sens et d'espoir exprimé par les candidats potentiels à l'émigration.

Ainsi, le Maroc, un pays qui a une longue tradition de centralisme monarchique, a promulgué en 2015 une série de lois destinées à clarifier les compétences et le statut des conseils d'élus aux niveaux régional, provincial et communal². Le défi est à présent de mettre en place de nouveaux mécanismes de coordination entre les services gouvernementaux à l'échelon local, mais aussi entre lesdits services, les représentants locaux élus, le secteur privé et la société civile.

Encadré 3 : L'initiative ENPARD-Méditerranée

Financée par la direction générale NEAR de la Commission européenne et pilotée par l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM), l'initiative ENPARD-Méditerranée lancée en 2011 a pour objectif de promouvoir le dialogue bilatéral et interrégional entre l'Union européenne (UE) et les pays du voisinage dans le domaine des politiques agricoles et rurales.

Des échanges de bonnes pratiques liées à des questions prioritaires comme le développement agricole et rural ont d'ores et déjà permis aux pays méditerranéens du voisinage européen de tirer les bénéfices de ce partage d'expériences, à travers des actions menées aux niveaux national, sous-régional et régional. Des dialogues inclusifs ont permis de faire émerger plusieurs domaines clés où la cohérence des politiques pouvait être améliorée : les organisations représentatives des exploitants, la mobilisation durable des ressources locales, la promotion de l'emploi rural, l'amélioration de la qualité des produits pour améliorer l'accès aux marchés intérieur et international.

2 - Royaume du Maroc, ministère de l'Intérieur, Portail national des collectivités territoriales, « Processus de décentralisation ([www.pncl.gov.ma/fr/Decentralisation/Pages/Processus-de-décentralisation.aspx](http://www.pncl.gov.ma/fr/Decentralisation/Pages/Processus-de-d%C3%A9centralisation.aspx)).

L'initiative ENPARD-Méditerranée a été initiée dans un contexte d'accélération rapide des flux migratoires en provenance des zones rurales, et coïncide dans de nombreux pays avec un effort accru de renforcement de la gouvernance et de la participation des acteurs concernés au niveau local. En particulier, la mise en œuvre des politiques de décentralisation a démontré le besoin urgent d'une meilleure coordination entre les agences gouvernementales et d'un renforcement des capacités des autorités locales. Elle tend également à prouver que la libération du potentiel des citoyens et de leurs organisations est une étape nécessaire au rétablissement de leur dignité.

Source : ENPARD-Méditerranée (www.enpardmed.org).

En Tunisie, la décentralisation résulte directement du mouvement de révolte de 2011 qui a rejeté un régime autoritaire de contrôle des ressources nationales. La nouvelle Constitution de 2014 établit les compétences et les fonctions des autorités locales³. Les élections municipales de 2018 pourraient être fondatrices pour le processus de décentralisation, si tant est que des moyens financiers et humains suffisants soient mis à disposition des municipalités pour leur permettre de faire face à leurs nouvelles responsabilités. Les remontées d'expériences de terrain en Tunisie montrent qu'il est possible de libérer rapidement le potentiel du bassin d'emploi, grâce notamment au secteur agro-alimentaire prépondérant dans les zones rurales, et ce même en l'absence de nouveaux investissements massifs, simplement par la mise en œuvre d'approches innovantes et inclusives. À ce titre, les entreprises ont un rôle crucial à jouer dans le renforcement de l'économie formelle et la création d'emplois décents pour les populations rurales. L'exemple montre qu'il est possible pour des PME de prospérer dans les zones rurales à condition que leurs efforts soient soutenus par des politiques rationnelles et une attitude bienveillante des autorités locales et gouvernementales. Des dispositifs de cet ordre pourraient largement contribuer à limiter les migrations de détresse mues par le sentiment d'abandon des populations des régions rurales et éloignées.

Encadré 4 : Le projet « Emploi Sud », un générateur d'emplois financé par l'UE dans le Sud tunisien

Financé par la délégation de l'UE à Tunis, le projet « Emploi Sud » est mis en œuvre grâce au pilotage de l'Institut agronomique méditerranéen de Montpellier (CIHEAM). Son objectif est de stimuler la création d'emplois dans l'agriculture et le développement de l'activité rurale dans le gouvernorat de Médenine en facilitant de nouveaux types de relation entre les agences gouvernementales à l'échelon local et les acteurs du secteur privé et de la société civile. L'exécution du projet a montré que, même dans les zones rurales en déclin, il est possible de libérer les énergies entrepreneuriales et le potentiel d'emploi en changeant les interactions entre les acteurs économiques et les services gouvernementaux. Un renforcement des capacités par des programmes de formation répondant aux besoins exprimés par les exploitants, responsables de coopératives et autres agents économiques a déjà été mené avec succès, avec des effets positifs sur l'efficacité économique du secteur. La confiance restaurée et des interactions améliorées

3 - Comité européen des régions, Tunisie : fiche technique, « Répartition verticale des compétences » (https://portal.cor.europa.eu/arlem/Documents/Tunisia%20Fact%20Sheet%20No%201%20FR%20_%208%20May%202014.pdf).

entre les représentants locaux du ministère de l'Agriculture et des coopératives agricoles ont dopé les installations de jeunes agriculteurs et ont permis d'améliorer la qualité comme la quantité de la production locale (par exemple, huile d'olive, miel, artisanat, élevage ovin). Des accords de partenariat avec le secteur bancaire local ont permis une mise à niveau des équipements agro-industriels des petites et moyennes entreprises (PME). Un appui à la commercialisation axé sur l'amélioration de la qualité des produits a conduit à identifier de nouveaux débouchés plus lucratifs dans le pays (Djerba, Tunis) et provoqué une augmentation des revenus des PME comme des fermes. Les coopératives agricoles sont renforcées et leurs adhérents fidélisés par les revenus tirés de nouvelles activités. L'un des effets les plus intéressants de ce projet est que les PME concernées se disent prêtes à rejoindre le secteur formel en contrepartie d'un accès aux marchés publics. Le ministère de l'Agriculture tunisien a témoigné un grand intérêt pour le projet et compte étendre cette approche à d'autres gouvernorats ruraux.

Pour lutter contre les causes profondes des migrations, l'on peut combiner études socio-économiques de base et recours à des outils technologiques avancés s'appuyant sur les observations terrestres, les modèles climatiques et le *big data* géographique pour établir des prévisions de rendement des cultures, identifier les « points chauds » climatiques, actuels et futurs, et évaluer les impacts sur les capacités de production alimentaire. Ce faisant, il est important de tenir compte de tous les moteurs de la migration (économique, politique, social, démographique et environnemental) et, plus spécialement, de leurs interactions (Black *et al.*, 2011). Il existe par conséquent un grand nombre de solutions concrètes et innovantes à la migration de masse, à la fois dans les zones rurales grâce à l'utilisation durable des sols et dans les zones urbaines, avec des solutions d'adaptation au changement climatique inspirées de la nature (voir, par exemple, l'approche « plan intégré paysan » [PIP] ou l'approche *Sketch'n Match* utilisée dans plusieurs projets de l'Université et du Centre de recherche de Wageningen).

Politiques et stratégies nationales d'adaptation à la migration

La migration comme solution face aux défis modernes

Quels que soient les efforts entrepris pour lutter contre les causes de la migration de détresse, il ne fait pas de doute que les flux migratoires sont appelés à perdurer sous l'effet de plusieurs tendances de long terme : la démographie, le réchauffement climatique et les disparités croissantes entre régions et pays en matière de niveau et de qualité de vie. Lorsque l'on considère les situations dramatiques et, souvent, les souffrances endurées par les migrants contraints par la misère, l'émigration peut être vue comme une tentative d'adaptation des sociétés aux disparités existantes.

Les échanges internationaux de marchandises ont été libéralisés au sein d'un marché mondial, dans le cadre d'accords de libre-échange et sous la supervision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les mouvements internationaux de capitaux se sont également considérablement développés au cours du temps, sous l'égide

des règles établies par le Fonds monétaire international (FMI). Certains économistes libéraux affirment que la mondialisation économique ne serait vraiment efficace que si l'emploi et la main-d'œuvre bénéficiaient de la même liberté de mouvement, de sorte que l'ensemble des facteurs de production puissent être employés de manière optimale.

De ce point de vue, la migration peut être envisagée comme un processus d'optimisation, bien qu'il n'existe pas d'organe supranational chargé de la superviser, ou doté de pouvoirs reconnus pour faire respecter *a minima* un ensemble de règles de bonne conduite (comme le font l'OMC et le FMI dans leur domaine). De grands progrès pourraient être accomplis dans la gestion des aspects problématiques des migrations grâce à la création d'un organisme international chargé des migrations, ou peut-être en donnant à l'Organisation internationale du travail (OIT) ou à un organisme affilié le pouvoir d'appliquer un ensemble de règles posant un cadre pour l'action des États et des institutions.

Néanmoins, les États souverains (et les États regroupés au sein de l'UE) sont aujourd'hui abandonnés à leurs propres forces pour concevoir des stratégies, des politiques et des programmes destinés à favoriser une migration sûre et régulière, dont l'impact serait optimisé aussi bien pour les migrants que pour les pays et communautés d'origine et de destination (ONU, 2017).

Principes directeurs

Le Conseil de l'Europe a établi des principes directeurs pour guider les stratégies nationales et les politiques de gestion des flux migratoires⁴. Ces principes ont été développés à l'intention des pays de l'OCDE, mais puisqu'ils reposent sur les droits de l'homme, on peut les considérer comme universels. Ce sont :

- l'égalité de traitement et la non-discrimination ;
- le respect de la diversité culturelle, religieuse et linguistique ;
- une communication médiatique positive sur les migrants ;
- un cadre juridique pour l'intégration des migrants sur le marché du travail ;
- l'éducation et la formation linguistique, en particulier pour la deuxième génération ;
- des politiques d'habitat et d'urbanisme pour lutter contre les discriminations ;
- un accès garanti des migrants à la santé et à la sécurité sociale ;
- la promotion de la participation et de l'engagement des migrants dans la vie civile.

Bien que ces principes soient largement connus et reconnus, il reste encore beaucoup à faire pour qu'ils soient pleinement appliqués. Cet état de fait est à mettre au compte d'un ensemble de causes complexes où la dimension politique revêt une importance fondamentale, les partis politiques ne contribuant pas toujours de manière informée et objective au débat sociétal sur l'immigration. De ce fait, les contributions positives des migrants à leur lieu de destination restent insuffisamment perçues, quand, de leur côté, les migrants sont souvent tentés de se replier dans les limites des réseaux

4 - Conseil de l'Europe, *Migrations économiques, cohésion sociale et développement : vers une approche intégrée*, actes de la 8^e conférence des ministres responsables des questions de migration, Kiev, 4-5 septembre 2008, chapitre 3 « Migrations et cohésion sociale » (https://www.coe.int/t/dg3/migration/archives/Ministerial_Conferences/8th%20conference//MMG8%20-%20thematic%20report_Chapter_III_fr.pdf).

sur lesquels ils se sont appuyés dans leur processus de migration (familles, personnes de même origine géographique), ce qui ralentit leur intégration. Il est toutefois réconfortant d'observer la mise en place de nombreuses initiatives innovantes visant à aplanir ces difficultés, souvent pilotées par des organisations de la société civile.

Encadré 5 : Une initiative de la Young Foundation (Royaume-Uni)

Cinq entreprises sociales fondées par des migrants se sont vu attribuer un total de 40 000 livres sterling au titre du soutien aux entreprises de la Young Foundation – un think-tank important spécialisé dans l'innovation sociale – grâce à une initiative de la Metropolitan Migration Foundation visant à accroître le nombre d'entrepreneurs sociaux migrants à Lambeth et à Nottingham.

Parmi les cinq organisations se partageant le prix, on compte un club de boxe axé sur la lutte contre les comportements antisociaux à Nottingham et un service d'aide scolaire à prix modéré à Londres qui rapproche étudiants issus de familles à faible revenu et écoliers de primaire en demande de soutien scolaire. Les cinq lauréats, sélectionnés parmi plus de quarante candidats répartis dans tout le Royaume-Uni, ont remporté des contrats d'achat avec la Metropolitan Migration Foundation, un tutorat individuel par les équipes de la Metropolitan et l'opportunité de présenter leur travail dans un *pop-up shop* (boutique éphémère).

Bien que le secteur de l'entrepreneuriat social soit en plein développement au Royaume-Uni, l'implication des migrants, des réfugiés et des minorités ethniques reste à ce jour limitée, en raison d'un manque d'accès au crédit et aux financements, mais aussi des barrières de la langue, du genre et de la religion. Pour y remédier, la Metropolitan Migration Foundation et la Young Foundation ont créé le programme CLIMB (*Community-Level Investment in Migrant Businesses*). Vingt entrepreneurs migrants y ont participé et ont pu compter sur la Young Foundation pour les aider à faire grandir leur entreprise, à développer leurs activités et à communiquer sur l'importance de leur impact social.

Source : Fondation Young, « Five Migrant Social Enterprises Win over £40k of Business Support », 23 mai 2013 (https://youngfoundation.org/?press_releases=five-migrant-social-enterprises-win-over-40k-of-business-support).

La gestion urbaine en question

Sachant que 70 % de la population mondiale est appelée à habiter dans quelques décennies dans les zones urbaines, les villes sont aujourd'hui placées face au défi de représenter le principal habitat de l'espèce humaine. Même si les villes globales du XXI^e siècle continuent de tirer en avant la croissance de l'économie mondiale, elles sont souvent confrontées à une crise du fait de leur incapacité à gérer un afflux massif de populations. Dans plusieurs de ces villes, la pauvreté endémique, le mécontentement et les troubles sociaux pourraient devenir des problèmes d'ampleur si la croissance démographique ne s'accompagne pas d'un développement concomitant des infrastructures urbaines (Clark, 2007). L'un des défis majeurs pour ces métropoles à travers le monde est de garantir des espaces urbains sûrs et inclusifs et d'offrir un environnement sain qui corresponde aux besoins et aux comportements humains. Rappelons à ce titre la formule de Winston Churchill : « Nous façonnons notre environnement, et à son tour il nous façonne. »

Zones urbaines et rurales sont interdépendantes en matière de développement d'habitats sûrs. Les centres urbains dépendent des zones rurales pour une diversité de biens et de services tels que l'alimentation, l'eau potable, les services environnementaux et les matières premières. Les zones rurales dépendent des zones urbaines pour l'accès aux services, aux opportunités de carrière et aux marchés (ONU, 2015). Les zones péri-urbaines deviennent des territoires multifonctionnels confrontés à des défis spécifiques, tels que la gestion de la pression accrue sur les ressources, en particulier l'alimentation, le foncier, l'eau et la fourniture adaptée de services, notamment financiers, techniques et en ressources humaines. Une transition est nécessaire pour améliorer la durabilité et la résilience dans ces domaines.

Il est important pour l'avenir d'investir dans la conception de métropoles durables et de favoriser la croissance et le développement tout en s'assurant que les milieux naturels continuent de fournir les ressources et les services écosystémiques sur lesquels repose le bien-être humain. La migration et la mobilité doivent être pleinement intégrées aux processus de développement et d'aménagement urbain (FEM, 2017). Les migrations ont un impact sur la diversité des villes, ce qui présente aussi des opportunités pour le développement urbain. Cet afflux pourrait accélérer les transformations urbaines en tirant le meilleur parti de nouveaux potentiels humains et économiques, fondés sur des solidarités (FEM, 2017 ; Blocher, 2017). Promouvoir la diversité et l'hétérogénéité est un facteur clé du développement urbain durable, en même temps qu'une appréhension et une inclusion complètes des contextes géographique et naturel.

Les principes de durabilité peuvent stimuler la croissance économique par les profits, la création d'emplois, la production de biens, la garantie de la sécurité alimentaire sans surexploitation des ressources naturelles dans les zones périurbaines et au-delà. Les solutions envisagées pour les métropoles peuvent être l'occasion de fournir des outils de conception, de planification et d'évaluation, mais aussi des principes et des concepts directeurs pour une utilisation efficace des différentes ressources urbaines. L'extraction et l'utilisation des matières premières ont un impact important sur le capital naturel et le climat de la planète. Par conséquent, il est nécessaire d'assurer une transition d'une économie linéaire, où les ressources sont utilisées puis jetées et considérées comme des déchets, vers une économie circulaire axée sur la conservation de valeur et la réutilisation des ressources. Les décideurs politiques, les entreprises et les organisations de la société civile qui œuvrent à développer ces principes circulaires dans les villes sont confrontés à un besoin croissant d'informations dans ce domaine.

Parallèlement au développement urbain, et compte tenu des défis que pose la croissance durable dans des métropoles soumises à la pression démographique, on observe une tendance inverse de flux de population en provenance de grandes villes vers des villes plus petites ou des zones rurales : la « contre-urbanisation ». Les causes de ce type de dynamique, décrite dans de nombreux pays de l'UE, en Australie ou encore en Russie, sont multiples et liées à des préférences et des comportements individuels. Des causes structurelles ont toutefois pu être identifiées (Geyer, 2015), comme l'accessibilité des services de transport et des technologies de communication, le coût

de la vie et des prix de l'immobilier attractifs pour les individus et les entreprises, en particulier dans le secteur des services. La récente crise financière qui a frappé la Grèce offre un bon exemple de contre-urbanisation, avec le retour d'une part non négligeable de la population des villes vers des propriétés familiales situées en zone rurale. Dans le prolongement de ce phénomène, il semblerait opportun de se pencher sur les possibilités et les avantages d'accueillir des migrants dans les petites villes et certaines zones rurales de pays développés, là où la population rurale et active est vieillissante, et le tissu social et économique en déclin. Ces régions, qui existent dans de nombreux pays d'Europe et au-delà, bénéficieraient à long terme d'un rajeunissement de leur population, pour peu que soient prises des mesures adéquates aux premiers stades de la migration afin de favoriser une intégration harmonieuse des migrants.

Les recherches sur la contre-urbanisation dans les pays en développement sont moins nombreuses, mais les études sur le développement rural montrent qu'il s'agit d'un phénomène répandu dans de nombreux pays, comme l'Afrique du Sud, la Zambie, la Côte-d'Ivoire et le Burkina Faso (Geyer, 2015). Dans les pays en développement, elle est souvent liée à des opportunités de production et de création d'emploi en dehors des grandes villes (agriculture, industrie agro-alimentaire, tourisme, etc.). La croissance des secteurs tertiaire (services) et quaternaire (activités fondées sur la connaissance, liées aux technologies de l'information et de la communication) incite également à la contre-urbanisation.

Cette dynamique peut fournir un cadre pour une gestion améliorée des flux migratoires au sein et entre les pays en développement, qui représentent l'essentiel des flux migratoires mondiaux. Des politiques destinées à soutenir la contre-urbanisation qui créeraient un environnement stimulant favorisant le développement économique des petites villes et des zones rurales auraient pour effet de rediriger naturellement les flux de migrants au-delà des métropoles surpeuplées, vers des zones moins encombrées. De telles politiques doivent cependant garantir un développement de la contre-urbanisation dans le respect des principes de développement durable.

L'innovation au bénéfice des réfugiés et de leurs hôtes

Des lieux d'accueil durables

S'agissant des camps de réfugiés et des installations temporaires d'accueil des migrations de détresse, il est essentiel de prendre en compte dès l'origine la dimension environnementale. À cet égard, le souci de l'environnement « n'est pas un luxe qui peut attendre que l'on se soit occupé des questions plus urgentes » (Wilkinson, 2002). Constatant les conditions environnementales très difficiles dans ces zones d'accueil du fait de la chaleur, des problèmes de poussière, d'inondations, de la boue et de l'insuffisance d'espaces publics, Andrew Harper, directeur de programmes au Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) déclare clairement que chacun doit « contribuer à l'émergence d'une stratégie environnementale plus large, plutôt qu'à sa dégradation. À cette fin, l'essentiel est de comprendre et de soutenir

l'inclusion de la question des réfugiés dans les politiques environnementales formulées par les gouvernements des pays d'accueil. Nous devons trouver les moyens de sensibiliser au fait que des actions coordonnées et sérieuses de protection de l'environnement présentent des opportunités gagnant-gagnant capables de satisfaire les besoins de tous, pour le présent et à l'avenir [...], et rétablir ainsi le lien entre les questions d'énergie et d'environnement, et les moyens d'existence et de résilience des communautés ».

Tandis que les efforts actuels se concentrent sur la mise en place de solutions temporaires plutôt que sur des installations pérennes, le fait est que, dans de nombreuses localités et régions d'accueil, ces solutions sont appelées à durer plusieurs années, parfois des décennies et, malgré les efforts de la communauté internationale, à s'étendre constamment en termes de surface et de population, avec de sérieux effets néfastes pour le développement durable des régions concernées : changements substantiels dans l'utilisation des terres avec perte de terres agricoles et de zones naturelles ; imperméabilisation des sols et érosion ; consommation d'eau et pollutions ; émissions de gaz à effet de serre dues à la circulation, à la logistique d'approvisionnement, au chauffage et à la consommation énergétique ; isolement social et conflits liés à la forte densité de population et au manque d'espaces ouverts ; chaînes d'approvisionnement alimentaire longues et vulnérables, insécurité et gaspillage alimentaire ; détérioration de la santé, de l'éducation et de la qualité de vie.

Encadré 6 : Dadaab, Kenya : la troisième génération de réfugiés née au cœur du plus grand camp de réfugiés au monde

L'année 2012 a marqué le vingtième anniversaire du plus grand camp de réfugiés au monde : Dadaab, dans le nord-est du Kenya. Le HCR a établi les premiers camps du complexe de Dadaab entre octobre 1991 et juin 1992 pour accueillir les réfugiés fuyant la guerre civile en Somalie qui culmina en 1991 avec la chute de Mogadiscio et la révocation du gouvernement central. Les cinq camps de Dadaab étaient conçus à l'origine pour accueillir 90 000 personnes. Aujourd'hui, un demi-million de réfugiés et demandeurs d'asile habitent le complexe, dont environ 10 000 réfugiés de la troisième génération nés à Dadaab. C'est grâce à la générosité et aux efforts soutenus du gouvernement et des citoyens du Kenya que Dadaab a pu offrir depuis si longtemps un refuge à un nombre croissant de déplacés. Avec le concours du gouvernement kenyan et des organisations humanitaires, le HCR fournit protection, abri et assistance humanitaire dans des circonstances souvent difficiles et complexes. La surpopulation chronique, les risques d'épidémie et les inondations saisonnières constituent les principaux défis à surmonter.

Source : HCR, Global Trends. Forced Displacement in 2015, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 2015.

Il apparaît clairement que le sens et l'apport d'une approche constructive qui intègre des mesures environnementales permettraient, au-delà de la seule protection, de créer de la valeur ajoutée et d'améliorer la qualité de vie des réfugiés et des communautés qui les accueillent. Une conception et une gestion innovantes de ces camps et des régions d'accueil peuvent améliorer les conditions de vie des populations déplacées, abaisser les coûts de gestion pour les institutions et organisations qui en

Tableau 1 - Mesures à adopter pour des communautés d'accueil plus vertes

Domaine	Solutions	Bénéfices	Défis
Couvert végétal et stress thermique	Arbres le long des rues Toits végétalisés Petits jardins attenants aux tentes/abris/bâtiments	Réduction du stress thermique, isolation, filtration de la pollution atmosphérique, production alimentaire, rétention des pluies, amélioration de la santé et du bien-être	Gestion de l'eau
Assainissement et gestion de l'eau	Installations sanitaires communales	Moins complexes, implication des communautés, utilisation des boues, plus sûres et flexibles	Entretien du système et traitement des effluents par la communauté locale
	Réutilisation des eaux grises	Réduit les risques sanitaires, utilisable pour l'arrosage et l'agriculture, responsabilise les usagers et réduit le stress thermique	Éducation et mobilisation des communautés
	Fossés de drainage	Réduisent les inondations, utilisation possible de l'eau pour l'arrosage et l'agriculture et réduisent le stress thermique	Éducation et mobilisation des communautés
Gestion des déchets	Déchets solides compressés	Simple, biodégradable, résistant aux séismes, traite la question des déchets plastiques	Requiert usine et connaissances
	Briques en bouteilles plastique	Simple, résistant, traite la question des déchets plastiques	Nécessite une formation
	Un « litre de lumière »	Simple, stimule l'entrepreneuriat social	Applicable ?
Énergies durables	Réseau intelligent	Transmission optimisée, coût relativement faible, peut intégrer les énergies renouvelables, meilleure sécurité	Mise en place du système, partage de l'énergie
	Panneaux solaires	Durables, amortissement rapide, faciles à démonter et à déplacer	Utilisation optimale et gestion de la demande
	Vélos générateurs d'électricité	Zéro émissions, indépendant des facteurs externes – une heure de pédalage par jour suffit	Pertinence dans les climats chauds et pour certaines sensibilités culturelles
	Cuisinières	Économes en énergie, simples et sûres	Habitudes culturelles
Systèmes de production alimentaire durables	Jardins verticaux Jardin en étages Toits végétalisés	Sécurité alimentaire, moindre dépendance à l'aide extérieure, participe de la gestion de l'eau et des déchets, activité de jardinage, apport thermique, économe en eau	Pénuries d'eau
Loisirs	Espaces de loisirs	Éducation, divertissement, réduction des comportements antisociaux, environnement propice à l'apprentissage, utilisation des déchets solides	Rareté du foncier

Source : Huibers *et al.* (2016).

sont localement responsables et laisser une empreinte positive durable pour les communautés accueillantes. Des obstacles persistent, toutefois, qui entravent l'adoption d'une telle approche et sa réelle mise en œuvre (à grande échelle).

Cette approche peut englober de nombreux aspects des solutions développées pour les métropoles :

- création de régions hôtes saines et vivables en développant des approches innovantes fondées sur les fonctions écosystémiques liées aux caractéristiques physiques du site ;
- développement de régions hôtes résilientes face au changement climatique grâce à l'utilisation de la chaleur perdue, d'énergies non fossiles, de systèmes d'éclairage par LED, de réseaux intelligents d'énergie et de technologies de conversion de la biomasse, de préférence au moyen d'innovations frugales ;
- amélioration de l'efficacité des ressources dans les régions hôtes *via* une intégration verticale (intra-secteur) et horizontale (inter-secteurs) ;
- création de régions hôtes sans insécurité alimentaire, avec des chaînes alimentaires, une autoproduction et des unités de transformation durables et stables, permettant un accès aux terres agricoles et à des services de distribution efficaces ;
- introduction de nouvelles formes de gouvernance fondées sur un processus en triple hélice qui inclut les réfugiés, les organisations humanitaires et les gouvernements des pays hôtes, ainsi que les entreprises établies dans et à l'extérieur des camps ;
- apport de transparence grâce au suivi des processus du métabolisme urbain dans et en dehors du camp, et la collecte de données mises à disposition de toutes les parties prenantes.

Le tableau 1 montre les implications pratiques des différentes mesures qui peuvent être adoptées.

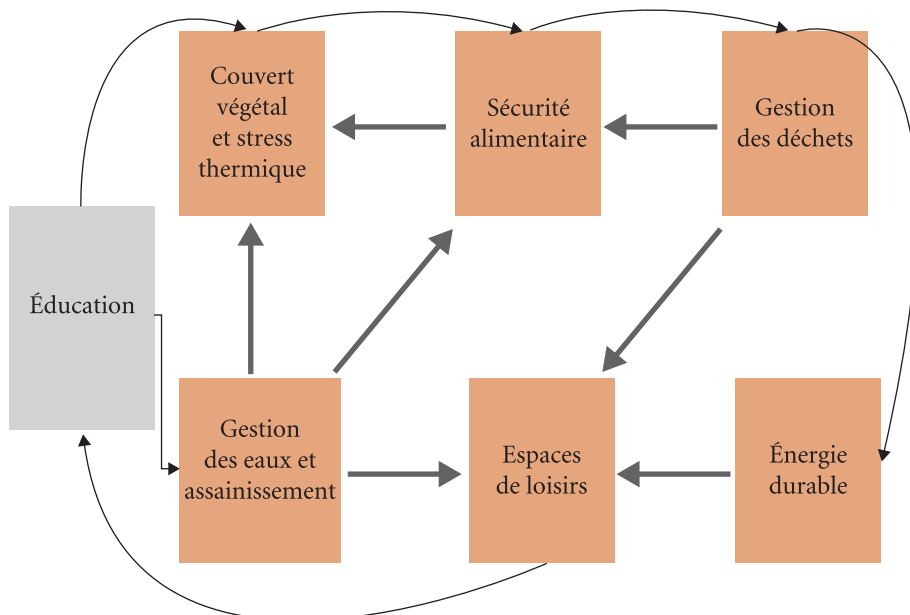
Les solutions vertes s'attachent à dégager des bénéfices mutuels et à établir une coopération entre la communauté des réfugiés et la communauté d'accueil sur les questions de gestion des ressources naturelles et des moyens de subsistance. Les principes et techniques d'une conception environnementale et durable sont fondés sur la compréhension réciproque, la co-création et la copropriété.

Les opportunités d'amélioration des conditions de vie, des moyens de subsistance et de la gestion des ressources naturelles doivent être envisagées non seulement dans les régions d'accueil, mais aussi dans les bidonvilles et les zones urbaines sous pression. La principale difficulté n'est pas de disposer de solutions techniques ou de principes durables. Beaucoup d'entre eux ont été conçus pour des environnements ruraux ou urbains classiques et sont aisément adaptables à des contextes variés. La clé repose sur leur mise en œuvre au moyen de l'innovation sociale, de nouveaux principes de gouvernance et d'un engagement plein et entier de l'ensemble des acteurs impliqués.

Améliorer l'éducation et le bien-être des réfugiés

Un autre besoin essentiel, lié à toutes les autres mesures (figure 1), est l'éducation et le bien-être des réfugiés sur de nombreux aspects de leur nouvelle vie. L'une des façons d'y parvenir est l'investissement dans des projets citoyens.

Figure 1 - Modèles d'interconnexion de solutions urbaines pour les régions d'accueil



Source : Huibers *et al.*, 2016.

Encadré 7 : Le camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie

Le camp de réfugiés de Zaatari en Jordanie, qui accueille depuis 2012 des réfugiés syriens, offre un exemple intéressant. Le HCR, la ville d'Amsterdam et VNG International ont travaillé au développement durable de ce camp, en mettant l'accent sur un aménagement urbain inclusif et sur des projets communautaires, notamment en matière d'espaces verts, de transports et d'espaces publics de loisirs. Créé par Hedzer Roodenburg Vermaat en 2017, le projet « Emerging Public Space » vise à développer les espaces publics afin d'accroître l'autonomie des habitants du camp et d'améliorer leur qualité de vie et leur bien-être. Le projet repose largement sur l'initiative de la communauté, une contribution volontaire, aucune clôture ni gardien, avec, pour débiter, de petits projets pilotes. Différentes opportunités ont été conçues en lien avec les communautés. L'une des principales leçons tirées de cette expérience est l'apport essentiel d'un investissement dans l'innovation sociale : valoriser les qualités des réfugiés et des migrants, apprendre d'eux et rendre les zones proches des conflits suffisamment durables pour prévenir toute migration plus lointaine.

L'autonomisation et l'auto-organisation comme principes de vie dans le camp aident les réfugiés à se responsabiliser, à acquérir de nouveaux savoir-faire et compétences, à se ménager des opportunités économiques et même à former ou à éduquer d'autres réfugiés. Cette organisation leur donne ainsi une chance de se préparer à quitter le camp, à retourner dans leur région d'origine (si possible) et à se faire une place

professionnellement et socialement hors du camp. Faire le lien entre ces nouvelles compétences et les questions de gestion de l'eau et des déchets, de planification et de production alimentaire durable, de production d'énergies non fossiles et de gestion des parcs et espaces de nature et de loisirs, permettra, à la faveur de stratégies inclusives et innovantes, d'assurer le développement durable des régions d'accueil.

Connectivité

La connectivité est une valeur clé pour les migrants. Le rapport du HCR publié en 2016 et intitulé *Connecting Refugees* montre que si un nombre croissant de réfugiés sont connectés grâce à un smartphone ou à un téléphone portable classique, tous n'y ont pas accès (HCR, 2016). Au niveau international, des efforts sont réalisés pour améliorer la connectivité, notamment entre les organisations humanitaires, entre les réfugiés, et entre les premières et les seconds. La connectivité doit être intégrée au mandat d'une ou plusieurs organisations des Nations unies. La communauté internationale s'est fixé l'objectif d'un système humanitaire entièrement numérisé dans les années à venir. À quoi ressemblera-t-il ? Quel sera son fonctionnement ? Comment une telle situation permettra-t-elle de concilier le respect de la vie privée et une tendance générale au développement de la surveillance ?

Les réfugiés craignent parfois que leurs communications soient utilisées contre eux, soit par les autorités (de leur pays d'origine ou d'accueil), soit par des organisations criminelles. Ils devraient bénéficier d'un accès sécurisé aux moyens de communication. La mise en place d'un système à même d'assurer l'accessibilité, la fiabilité des communications et la mise à disposition d'informations est une nécessité. Il existe des divergences entre le secteur humanitaire, dont l'objectif est précisément d'améliorer l'accessibilité, la fiabilité et la connectivité (en préservant la vie privée), et le domaine de la cybersécurité qui tend à vouloir contrôler et restreindre l'accès pour des raisons de sécurité. Un dialogue doit s'établir entre ces deux acteurs afin de sensibiliser le public et empêcher toute restriction de la connectivité et de la sécurité des populations par des mesures technologiques.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ne rendront pas à elles seules les réfugiés et les migrants plus connectés. La connectivité s'inscrit toujours dans un réseau élargi de relations sociales et communautaires. Il est essentiel de comprendre ces dynamiques et, en conséquence, d'envisager collectivement différents moyens techniques et approches de communication et d'information (reposant ou non sur les TIC).

Encadré 8 : GreenfieldCities, une initiative néerlandaise

L'initiative GreenfieldCities développée à Arnhem, aux Pays-Bas, consiste à construire des villes nouvelles destinées à accueillir des migrants sur la base de principes durables. De nouveaux développements urbains stratégiquement positionnés et planifiés sont envisagés comme solution possible aux mouvements migratoires. Fait important, l'organisation s'appuie sur les connaissances spécifiques des migrants présents sur le territoire néerlandais. Cette valorisation des savoir-faire que les migrants apportent à leur pays d'accueil constitue un élément clé du succès de cette initiative :

- 1) Elle permet d'employer des réfugiés déjà présents en Europe à l'élaboration des plans de ces villes nouvelles.
- 2) Les réfugiés reçoivent un soutien de qualité de la part d'institutions européennes et d'entreprises de référence afin de développer leurs talents et leurs compétences. Cela permet d'intégrer les réfugiés présents en Europe dans des réseaux stables (emploi) tout en les aidant à créer des projets de qualité pour leur région d'origine, qui correspondent à leurs aspirations et à leur culture.
- 3) L'organisation travaille de concert avec les pays d'accueil de la région.

Source : GreenfieldCities (www.greenfieldcities.org).

Réinvestissement et retour dans les localités d'origine

L'impact des diasporas sur le développement de leur localité d'origine ne doit pas être sous-estimé. En 2017, les flux de transferts de fonds en direction des pays à faible revenu et à revenu moyen ont atteint 450 milliards de dollars, dont 37,8 milliards à destination de l'Afrique subsaharienne et 51,2 milliards vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Ce chiffre est à comparer au montant total de l'aide publique au développement (APD) dans le monde, qui s'élevait à 100 milliards de dollars en 2017, et aux 530 milliards de dollars que représente le total des investissements directs étrangers (IDE) (Banque mondiale, 2017). Si les transferts de fonds ont un impact limité sur les économies nationales, car principalement destinés à des fins de consommation (logement, etc.) plutôt qu'à l'investissement, ils font souvent toute la différence pour les familles restées au pays en contribuant à leurs moyens de subsistance et à l'économie locale.

Le montant de ces transferts pourrait être plus élevé si le service associé était moins onéreux. Le coût de ces transferts était estimé en 2017 à plus de 7 % des sommes transférées, bien supérieur aux 3 % fixés par les Objectifs de développement durable (ODD) (Banque mondiale, 2017). L'une des principales raisons de ce coût élevé est l'exclusivité de partenariat consentie par les services postaux de nombreux pays à un opérateur unique pour le transfert de fonds, ce qui entrave la concurrence pour ce type de service. L'interdiction réglementaire de tels monopoles pourrait contribuer à augmenter les flux de transferts de fonds.

Au-delà des transferts, certains pays ont tenté d'introduire des instruments financiers innovants pour tirer profit de l'épargne des segments les plus fortunés de leur diaspora par le biais d'émission d'« obligations diaspora », souvent utilisées pour de grands programmes nationaux d'investissement. Par exemple, en 2011, l'Éthiopie a lancé une grande souscription pour la construction du barrage de la Renaissance et commercialisé des obligations sur dix ans qui ont connu un certain succès dans la diaspora éthiopienne. Le Maroc a mis en place un système bancaire très efficace à l'étranger pour collecter les économies de la diaspora marocaine et a également pu emprunter directement sur les marchés internationaux (comme en 2010).

Une autre contribution des diasporas au développement de leur localité d'origine se retrouve dans les activités menées par les associations de migrants. Ces dernières forment avec les associations solidaires d'aide aux migrants un réseau dense d'organisations parfois regroupées en fédérations ou au sein de plateformes nationales, plurinationales et/ou thématiques, actives dans les domaines de la représentation, de la promotion et du développement des pays d'origine, où elles ont souvent tissé des liens avec des organisations sœurs. L'échelon local est celui auquel les associations de migrants axées sur le développement opèrent le plus efficacement. Elles peuvent nouer avec les associations et les autorités locales des relations fondées sur la confiance mutuelle et contribuer financièrement, directement ou par l'entremise de donateurs extérieurs, à la mise en œuvre de programmes de développement. Leur implication dans ces activités permet également le transfert d'expériences, de connaissances et de savoir-faire. En reliant les réseaux relationnels dans les pays d'accueil à ceux des localités d'origine, elles favorisent la solidarité et la compréhension mutuelle.

Encadré 9 : L'association Migrations & Développement

L'association Migrations & Développement basée en France et composée de membres de la diaspora marocaine s'est donné pour objectif d'initier des projets de développement dans diverses localités marocaines. L'association a établi des partenariats avec des ONG françaises de développement et quelques donateurs privés. Elle a récemment inauguré un projet financé par l'Agence française de développement (AFD) qui a pour but de promouvoir les pratiques agro-écologiques dans le massif du Siroua, en créant des liens avec les nouvelles attributions des municipalités et les connaissances et savoir-faire traditionnels. Il s'agit d'un bon exemple de projet de développement à l'échelle locale, en ce qu'il mobilise des donateurs extérieurs pour soutenir les populations et les autorités locales dans la promotion de pratiques agricoles durables.

À terme, certains migrants regagnent leur pays d'origine. Ces retours prennent des formes très différentes, des retours forcés aux programmes de réinstallation, en passant par des retours volontaires et spontanés. L'expérience montre que les retours forcés comme les programmes de réinstallation ne contribuent pas au développement des localités d'origine, car les rapatriés souffrent d'un sentiment d'échec et du stigmate social qui l'accompagne. Ils sont plus que d'autres sujets à la tentation d'émigrer à nouveau. En comparaison, les migrants qui ont choisi de retourner dans leur pays d'origine réussissent le plus souvent leur réintégration. Ils y retournent avec le sentiment d'avoir réussi, et sont à même de contribuer au développement de l'économie locale en y investissant leurs ressources, leur savoir-faire et leur capital social.

Conclusion

La « crise migratoire » est à prendre très au sérieux car elle est à l'origine de nombreuses souffrances, au premier chef celles des victimes des migrations de détresse, et peut avoir des effets déstabilisateurs pour les pays d'accueil. Toutefois, l'ampleur de cette crise doit être considérée dans ses justes proportions, en particulier au sein

des pays riches. Le nombre des migrants qui se dirigent vers l'Europe est encore très faible par rapport à la population.

Pour enfin concevoir des approches sur les phénomènes migratoires plus positives, inclusives et valorisantes, il faudra s'attaquer à la stigmatisation des migrants, aux débats et représentations peu ou mal informés sur le sujet. Comme l'indique le Forum économique mondial dans son rapport, *Migrations and its Impact on Cities*, « les villes doivent investir dans la recherche et la collecte de données et de preuves afin d'aider les décideurs politiques à abandonner leurs idées préconçues sur les migrations » (FEM, 2017). Ce principe fondamental ne doit pas s'appliquer aux seules villes, mais, plus largement, à toute perspective concernant les migrations. Tout point de vue doit reposer sur des faits et non sur des biais.

L'intensification du développement rural et des mouvements de contre-urbanisation pourrait alléger la lourde charge pesant sur les villes où se pressent des flux toujours croissants de migrants, susceptibles de remettre en cause les efforts de développement urbain durable. Les zones rurales ne doivent plus seulement être vues comme des zones sinistrées d'où sont issus la plupart des migrants, mais comme un refuge potentiel pour des populations déplacées en quête d'une vie meilleure. Le potentiel de ces zones en termes de création d'emplois et de développement agricole est loin d'être pleinement exploité et mérite que les gouvernements et les organismes de financement s'y intéressent de plus près. Le développement rural et agricole apparaît comme une solution pour à la fois prévenir les migrations et favoriser la réussite de l'intégration des migrants.

Nous l'avons vu, des solutions existent pour améliorer les conditions de vie dans les pays d'origine et l'intégration des migrants dans leur pays d'accueil, qui nécessitent la mise en œuvre d'innovations sociales. Les États ont une énorme responsabilité à l'égard des migrants et envers eux-mêmes, car une gouvernance efficace des perspectives socio-économiques des citoyens leur offre une chance de conserver leur position dans un monde globalisé et en évolution constante.

Le sort des migrants et de leurs communautés dépendra du type de gouvernance en place dans les pays d'origine et de destination, ainsi que des opportunités économiques offertes. Des recherches récentes et des remontées de terrain ont montré l'apport d'une gouvernance équitable et efficace, tournée vers la mise en œuvre de politiques et de programmes de transformation économique et sociale en accord avec les objectifs de développement durable. Les migrations ne sont qu'une énième manifestation de la mondialisation qui, plus que jamais, nous appelle à l'établissement d'une gouvernance fiable et solide à l'échelle planétaire.

Bibliographie

Baker (S.) et Mehmood (A.) (2015), « Social Innovation and the Governance of Sustainable Places », *International Journal of Justice and Sustainability*, 20 (3), p. 321-334.

Banque mondiale (2017), « Migration and Remittances : Recent Developments and Outlook – Special Topic : Return Migration », *Migration and Development Brief*, 28, octobre.

Barbier (E. B.) (2017), « How Environmental Degradation Impoverishes the Poor », *Oxford Research Encyclopedia of Environmental Science : Environmental Economics*, Oxford, Oxford University Press, 24 mai.

Black (R.), Adger (W.), Arnell (N.), Dercon (S.), Geddes (A.) et Thomas (D.) (2011), « The Effect of Environmental Change on Human Migration », *Global Environmental Change*, 21 (1), décembre, p. S3-S11.

Blocher (J.) (2017), *Cities of Welcome : Inclusion of Migrants and Refugees in Urban Areas*, Tokyo, United Nations University, p. 14-17.

Clark (W.) (2007), *Environmentally Induced Migration and Conflict*, expertise pour la WBGU-Hauptgutachten, Berlin, Springer Verlag.

FEM (2017), *Migrations and its Impact on Cities*, Cologne, Forum économique mondial (FEM).

Geddes (A.), Adger (W.), Arnell (N.), Black (R.) et Thomas (D.) (2012), « Migration, Environmental Change, and “Challenges of Governance” », *Environment and Planning C : Politics and Space*, 30 (6), p. 951-967.

Geyer (N. P.) (2015), *Counterurbanisation : Comparison between the Developing and Developed World*, thèse, Stellenbosch, Faculté des arts et sciences sociales, Université de Stellenbosch.

Harper (A.) (2016), *A Critical Time for Refugees and their Environment (Again)*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (www.unhcr.org).

HCR (2016), *Connecting Refugees. How Internet and Mobile Connectivity Can Improve Refugee Well-Being and Transform Humanitarian Action*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

HCR (2017), *Global Trends. Forced Displacement in 2016*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

HCR (2018a), *Jordan Factsheet*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

HCR (2018b), *Desperate Journeys. Refugees and Migrants Arriving in Europe and at Europe's Borders, January-August 2018*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Huibers (C.), Krukkeland (A.), Sirutyte (I.), Medina (L.) et Ramirez (I.) (2016), *Integrating Refugee Camps with their Social and Natural Environment*, mémoire d'études ACT, project 1812, Wageningen, Université et Centre de recherche de Wageningen.

Huq (S.) (2018), « Building Climate Resilient, Migrant-Friendly Cities », *The Daily Star*, 28 mars.

International Crisis Group (2017), « Turkey's Growing Refugee Challenge – Rising Social Tensions », Bruxelles, International Crisis Group, 27 octobre (en ligne).

McLeman (C.) (2018), « Thresholds in Climate Migration », *Population and Environment*, 39 (4), p. 319-338.

Neumeier (S.) (2016), « Social Innovation in Rural Développement : Identifying the Key Factors of Success », *The Geographical Journal*, 183 (1), p. 1-27.

OIM (2018), *Rapport mondial sur la migration 2018*, Genève, Organisation internationale pour les migrations (OIM).

OIT (2017), Base de données ILOSTAT de l'Organisation internationale du travail (OIT), données disponibles en novembre.

ONU (2015), « 10 – Urban-Rural Linkages », *HABITAT III Issue Papers*, New York (N. Y.), 31 mai (http://habitat3.org/wp-content/uploads/Habitat-III-Issue-Paper-10_Urban-Rural-Linkages-2.0.pdf).

ONU (2017), « Addressing Drivers of Migration, Including Adverse Effects of Climate Change, Natural Disasters and Human-made Crises, through Protection and Assistance, Sustainable Development, Poverty Eradication, Conflict Prevention and Resolution », *Issue Brief #2*.

Roodenburg Vermaat (H.) (2017), *The Cambanization of Refugee Camps. Case Studies from Baqa'a Camp and Za'atiri Camp in Jordan*, Wageningen, Université et Centre de recherche de Wageningen.

Rooij (B. de), Wascher (D.) et Paulissen (M.) (2016), *Sustainable Design Principles for Refugee Camps. Wageningen Environmental Research Internal Report*, Wageningen, Université et Centre de recherche de Wageningen.

Tacoli (C.), McGranahan (G.) et Satterthwaite (D.) (2014), *World Migration Report 2015. Urbanization, Rural-urban Migration and Urban Poverty*, Genève, Organisation mondiale pour les migrations (OIM).

Torres (J.) et Casey (J.) (2017), « The Centrality of Social Ties to Climate Migration and Mental Health », *BMC Public Health*, 17 (600).

Trombetta (M.) (2014), « Linking Climate-induced Migration and Security within the EU : Insights from the Securitization Debate », *Critical Studies on Security*, 2 (2), p. 131-147.

Wilkinson (R.) (2002), « A Critical Time for Refugees and their Environment », *Refugees*, 127, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (www.unhcr.org/3d3fecb24.html).